



**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
**Tanindrazana - Fahafahana – Fandrosoana**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE**

**PROJET DE MISE EN VALEUR ET DE PROTECTION  
DES BASSINS VERSANTS AU LAC ALAOTRA  
(BV ALAOTRA)**



**Document de travail BV lac n° 25**

**ETUDE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE  
CREDIT SOLIDAIRE DANS LA REGION DU LAC  
ALAOTRA, MADAGASCAR, EN 2004**

**Emilie Wagner  
CIRAD ES, UMR 85 innovation/URP SCRID,  
Projet BV lac.**

**2008**



**INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUE DE TOULOUSE**  
*2 ter, rue des Puits Creusés*  
*BP 898*  
*31685 Toulouse Cedex6*



**PROJET BV LAC ALAOTRA**  
*CIRAD*  
*Ambatondrazaka*  
*MADAGASCAR*

# **ETUDE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE CREDIT SOLIDAIRE DANS LA REGION DU LAC ALAOTRA, MADAGASCAR, EN 2004**

---

**EMILIE WAGNER**

*DESS GEOPOLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES*  
*Directrice de DESS : Madame Danielle CABANIS*  
*Promotion 2003 – 2004*

### *Le système du crédit solidaire*

Le système similaire du crédit solidaire s'est également développé en Afrique dès les années 1960<sup>1</sup>. Le crédit est alors accordé à un groupe réduit de connaissances qui se cooptent et se portent garants les uns des autres. Ainsi, la pression du groupe encourage l'ensemble des membres à rembourser son crédit, et en cas d'imprévu (maladie, intempérie) les membres de l'association se chargent de rembourser la part du membre insolvable. Cependant, le mécanisme n'est pas parfait et si la plupart des témoignages glorifient le système du crédit solidaire, sa mise en application nécessite bien des encadrements. Par ailleurs, le crédit solidaire peut s'éloigner du terme de « micro-crédit » proprement dit puisque que les montants octroyés tendent à s'élever. Mais d'une manière générale, les paysans membres de ces associations de crédit solidaire se regroupent pour obtenir, ensemble, un crédit qu'ils ne pourraient pas obtenir individuellement car ne possédant aucune garantie véritable aux yeux des banques. Par ailleurs, les montants de crédit demandés sont parfois si faibles qu'ils couvrent à peine les frais de dossier.

### *La stratégie nationale de microfinance à Madagascar*

Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de la Stratégie Nationale de Microfinance (SNMF) 2004-2009 du gouvernement malgache<sup>2</sup>. En effet la pauvreté s'est aggravée à Madagascar, notamment à la suite des crises de 1991 et 2002, et toucherait aujourd'hui 70% de la population. La microfinance apparaît aujourd'hui comme le moyen d'atteindre les Objectifs du Millénaires pour le Développement et notamment la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015. Dans ce sens, le gouvernement malgache s'est engagé dans une « Déclaration de politique de développement de la microfinance » à établir et à maintenir les bases nécessaires au développement du secteur.

Le diagnostic de cette SNMF a été réalisé par le PNUD avec l'appui technique du FENU sur la demande du gouvernement malgache. Une cellule au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget a été mise en place afin de coordonner les activités du secteur.

### *Le processus de développement de la microfinance*

Le secteur de la microfinance se développe en général en quatre phases :

- **Phase de démarrage** : La microfinance est alors introduite par le biais de projets pilotes. Les produits et services financiers sont peu diversifiés et le financement par subventions reste dominant.
- **Phase d'expansion** : Les IMF leaders élargissent la gamme de leurs opérations et leur clientèle. Le développement des activités permet des économies d'échelle et

---

<sup>1</sup> GENTIL (Dominique), FOURNIER (Yves), *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ? Epargne et crédit en Afrique*, Ateliers du développement, Syros, 1993

<sup>2</sup> ADECHOUBOU (Makarimi), *Stratégie Nationale de Microfinance 2004-2009*, Draft n°1, République de Madagascar, Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, Mars 2004

des résultats d'exploitation positifs. Le financement se fait par subventions mais également par le biais de prêts des banques et par les bailleurs de fonds. La demande est importante mais insatisfaite.

- **Phase de consolidation** : Les IMF leaders cherchent à pérenniser leurs activités. L'accent est donc mis sur le renforcement institutionnel. Une plus grande concurrence se crée entre les IMF et les subventions s'amenuisent progressivement.

- **Phase d'intégration** : Les IMF leaders font désormais partie intégrante du secteur financier formel réglementé par la Banque Centrale. Une gamme de produits plus large permet de répondre aux besoins de la majorité des segments du marché. Les subventions disparaissent. Les institutions financières formelles (banques et établissement de crédit) s'engagent de plus en plus dans le secteur de la microfinance.

Le cadre institutionnel de la microfinance est régi par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget ainsi que par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche qui intervient dans le financement du monde rural.

### *Les réseaux de la microfinance à Madagascar*

On distingue les IMF « à base de membres », les institutions de « crédit direct » et les volets microfinance de projets de développement.

Ainsi, les principaux bailleurs de fonds en matière de microfinance à Madagascar sont la BM, l'AFD, l'UE, le FIDA, la BAD, le FENU et le PNUD.

Mais d'une manière générale, la finance rurale reste le parent pauvre du secteur de la microfinance. Le financement demeure limité au regard des besoins de l'agriculture, des filières et des équipements productifs. La SNMF contribue donc à une réflexion globale sur la viabilité des programmes de microfinance en zone rurale et les conditions minimales à réunir pour donner des chances de succès aux programmes de microfinance dans ces zones.

La stratégie nationale de microfinance vise à atteindre, en jouant des contraintes et des atouts du secteur de la microfinance malgache, les objectifs suivants en 2009 :

- 585 000 bénéficiaires
- 292 000 emprunteurs actifs
- Un encours de crédit atteignant 467 milliards Fmg
- Un encours de dépôts de 233 milliards de FMG.

	Nom	Répartition	Action	Ampleur en déc. 2002	Financement/ Appui
<b>IMF "à base de membres"</b>	<b>CECAM</b>	6 Unions régionales qui couvrent 8 zones sur 4 des 6 Provinces	Epargne pour grandes entreprises et particuliers. Crédit	157 caisses 46 700 adhérents 1ère place du secteur pour le crédit	ICAR (coopération de l'ONG FERT et Crédit Agricole français)
	<b>OTIV</b>	3 Provinces: Est, Centre-est (Iac Alaotra), périphérie de Tananarive	Epargne Crédit	85 caisses 73 248 membres 2ème place du secteur crédit	Développement International Desjardins
	<b>ADéFi</b>	6 antennes régionales dans les 5 chefs-lieux de Pro- vince + Antsirabe	Financement des micro entreprises urbaines	31 bureaux de crédit.	Guichet TPE et MPE
	<b>AECA</b>	3 Unions dans la Province de Mahajanga	Epargne Crédit	3 Unions	CIDR
	<b>TIAVO</b>	Province de Fianarantsoa sur 6 communes		33 caisses de mutuelles 8000 membres	IRAM - PNUD Avec le programme MicroStart
	<b>VATSY</b>	Antsirabe			Caritas diocésaire d'Antsirabe/Secours Catholique de Paris
<b>Institutions de "crédit direct"</b>	<b>SIPEM SA</b>	Antananarivo	Crédit pour micro- entrepreneurs	6 bureaux 531 clients	SIDI
	<b>Vola Mahasoa</b>	Tuléar	Crédit et éducation		AFD - UE APEM - CIDR
	<b>APEM</b>	Antananarivo	Financement de groupes vulnérables	2072 bénéficiaires	
<b>Volets "crédit" des Projets</b>	<b>PSDR</b>	Pour 6 ans	Subvention des objets que les IMF financent à crédit		BM
	<b>Projet d'amélioration et de développement Agricole dans le Nord-Est</b>		Financement des activités rurales		FIDA
	<b>Programme de promotion des Revenus Ruraux (Toamasina)</b>				FIDA
	<b>Projet de réhabilitation du Périmètre du Bas-Mangoky</b>				BAD/CIDR
	<b>Réduction de la pauvreté et Promotion des Modes d'Existences Durables (Sud)</b>		Crédit campagne. Fonds de roule- ment. Crédit d'équipement		PNUD

### *Le crédit solidaire dans la région du Lac Alaotra : historique.*

Ainsi, les tentatives de mise en application des systèmes de micro-crédit dans la région du Lac Alaotra à Madagascar s'étaient le plus souvent soldées par des échecs. L'expérience de la SOMALAC de 1985 à 1990 en est la parfaite illustration, puisque tous les efforts mis en place ont été abandonnés faute de financement (rupture de financement de la BM) et les initiatives n'ont pas donné de suite. En dehors de ce projet avorté, une autre cause d'échec du crédit à Madagascar est la direction qu'ont pris les organismes chargés initialement de cette tâche. En effet, les OTIV<sup>3</sup>, caisses d'épargne et de crédit mutuel malgaches, se sont peu à peu éloignées de leur but premier d'octroi de crédit aux plus pauvres pour devenir davantage des caisses destinées aux classes moyennes. En voulant suivre l'organisation et le développement des grandes banques, ce type de petite structure en oublie souvent son objectif originel dans sa recherche de profit et de rentabilité. Cette tendance n'est pas condamnable en soi dans un pays comme Madagascar où chacun essaye de tirer le peu d'avantage qui existe, où l'inflation a doublé en moins de 12 mois et où les prix deviennent des variables qui fluctuent quotidiennement.

#### *Le Projet BV Lac Alaotra*

L'objectif premier était de pouvoir répondre à la question suivante : quels éléments sont à améliorer pour qu'un système fiable de crédit solidaire s'implante durablement dans la région ?

Le Projet BV Lac Alaotra se base sur différents principes qui délimitent ses fonctions et compétences. Les principes sont les suivants :

- **Durée limitée à 5 ans** : le Projet portera sur une première période de trois ans suivie, après évaluation des résultats de la première période, d'une prolongation de deux ans.
- **Principe de subsidiarité** : Le Projet ne prendra en charge que ce que les bénéficiaires ne sont pas capables de supporter eux-mêmes et ne mettra en œuvre que des actions susceptibles de répondre à l'objectif de « transfert » intégral.
- **Transfert intégral** : Les bénéficiaires doivent progressivement prendre en charge la totalité des actions engagées, l'aide publique diminuant au fur et à mesure de cette prise en charge pour disparaître en fin de projet.
- **Répliquabilité** : le Projet a pour ambition, à partir des trois sous-projets initiaux, de mettre au point une approche et des méthodes de développement susceptibles d'être appliquées à l'ensemble du Lac Alaotra, tout en tenant compte des autres initiatives en cours ou à venir.

---

<sup>3</sup> Ombona Tahiry Ifampisambonara Vola : caisse d'épargne et de crédit mutuel

## **I - ETAT DES LIEUX**

### *⌚ Des possibilités de crédit limitées*

Le problème majeur du crédit est fondé sur la grande fluctuation des prix. D'une part, ceux-ci varient d'une région à l'autre, d'autre part, les prix explosent pendant la période de soudure en décembre/janvier, et s'effondrent après la récolte en mai/juin. Les besoins en crédit suivent souvent ces deux périodes : les producteurs de *paddy* (riz non décortiqué) ont besoin d'argent pour l'achat d'intrants, puis pour assurer un revenu pendant la période de soudure de janvier jusqu'à mai. Trois recours s'offraient aux personnes désireuses d'emprunter avant 2003 :

• **L'usurier** : les villageois les plus riches prêtent en argent ou en *paddy*, pour un taux d'intérêt exorbitant allant de 50 à 150%.

• **La banque** : la BTM (Banque de Madagascar), rachetée par la BOA (Bank of Africa), octroie des crédits individuels inaccessibles aux paysans. Les montants demandés sont de toute façon trop faibles pour entamer une telle procédure d'ouverture de crédit. La BOA a développé néanmoins au cours des années 1990 le système des ACCS (Associations de Crédit à Caution Solidaire), composée de 7 à 15 paysans. Mais le taux d'intérêt reste élevé (22% par an), ce qui expliquera des problèmes d'impayés.

• **Les OTIV** : ce réseau de mutuelles indépendantes est né d'un projet de la Banque Mondiale et d'une organisation malgache. Inspiré du système canadien Desjardin, les OTIV veulent développer l'épargne et le crédit à court terme. La plupart des crédits sont dirigés vers la riziculture et le paysan peut emprunter jusqu'à quatre fois sa valeur épargnée, et ce avec peu de garanties. Le taux d'intérêt est de 3% par mois (soit 36% par an). Les OTIV ont réalisé de bons recouvrements de crédits : entre 99% et 100% pour la campagne 2002/2003.

### *⌚ Les acquis de la SOMALAC*

#### *Historique*

La SOMALAC, société d'Etat, s'est implantée autour du lac Alaotra en 1985 pour gérer les réseaux hydro-agricoles. Cette société était surtout constituée d'expatriés français qui cherchaient à structurer les associations d'usagers de l'eau pour une meilleure mise en valeur des réseaux. Or, la SOMALAC a également établi les premiers types de crédit solidaires autour du lac. Malheureusement, si elle avait pu établir de bonnes bases, la SOMALAC a dû cesser ses activités en 1990 lorsque la Banque Mondiale a décidé de suspendre le financement destiné à ce projet. La SOMALAC a néanmoins bâti les bases du système actuel des ACCS avec ses propres ACS : association à caution solidaire. Celles-ci ont été développées face aux échecs alarmants des crédits individuels. En ce sens, le crédit commun

apparaissait comme la seule solution face au fort montant d'impayés. Différents principes nécessaires au bon fonctionnement de ces associations avaient été élaborés. Les conclusions du rapport SOMALAC n°3 étaient les suivantes :

*« les conditions de mise en œuvre d'un crédit agricole individuel, avec les garanties réelles que cela suppose (possibilités d'hypothèques et existence d'un marché foncier, bétail en stabulation avec possibilité de saisie, matériel d'exploitation pouvant être vendu aux enchères, bref, tout l'arsenal juridique mis en œuvre par les Banques de crédit agricole des pays où l'agriculture repose globalement sur des propriétaires-exploitants), ne sont pas aujourd'hui réunies à Madagascar et la BTM en s'engageant dans cette voie fait à nos yeux fausse route<sup>4</sup> ».*

### *Elaboration des principes de crédit à caution solidaire*

Dans ce contexte, différents principes assurant une bonne mise en place du mécanisme de crédit solidaire ont été élaborés. Voici ces cinq conditions :

- **Le principe de cooptation :** Ne peuvent être solidairement responsables que ceux qui s'acceptent comme tels. Le crédit solidaire ne peut donc fonctionner – sauf exception – qu'à l'intérieur d'un groupe d'interconnaissance, où les gens se font mutuellement confiance, qui partagent un certain nombre de valeurs communes (« sens de l'honneur », crainte de « salir le nom de la famille » etc.). En aucun cas la taille du groupe ne peut (ni ne doit) être déterminée de l'extérieur. Feraient partie de l'association ceux qui s'acceptent solidairement responsables et exclusivement ceux-là.
- **Principe de l'homogénéité :** Le bon fonctionnement d'une association implique qu'il existe une certaine homogénéité quant aux demandes de crédit. Si un petit nombre de membres empruntent à eux seuls autant que tous les autres il y a risque de « désolidarisation » en cas de défaillance d'un « gros emprunteur ».
- **Approbation publique des demandes :** Concrètement, l'accord pour être caution solidaire est exprimé lors d'une assemblée générale d'approbation où chacun doit formuler publiquement sa demande de crédit, laquelle est discutée par tous les membres de l'association. Un procès-verbal des demandes de crédit approuvées est établi séance tenante et signé par tous les membres de l'association.
- **Autonomie comptable :** Chaque association de crédit solidaire doit être en mesure de tenir elle-même sa comptabilité, c'est-à-dire notamment d'établir les exigibles annuels de chacun de ses membres. Cette possibilité de vérification permet en effet d'éviter tous les litiges sur les montants à rembourser (ou déjà remboursés) et d'éviter tous les contentieux avec l'organisme bancaire.
- **L'exigence de garanties réelles au sein de l'association :** A côté des garanties mentionnées plus haut il est indispensable que dès le départ l'association exige de chaque emprunteur des garanties réelles. (En d'autres termes : « qu'est-ce que tu

---

<sup>4</sup> BELLONCLE (Guy), *Rapport SOMALAC N°3*, 1986, Archives BV Lac Alaotra, Ambatondrazaka.



nous donne en garantie si tu ne rembourse pas »). L'expérience montre en effet – et c'est là un élément nouveau tout à fait essentiel – que les paysans entre eux peuvent faire jouer un certain nombre de garanties qu'il serait impossible à l'Etat ou à un organisme étatique de faire jouer.

### *Les institutions Financières : BOA & OTIV*

En dehors des opérateurs du Projet, j'ai été amenée durant mon stage à travailler avec deux des institutions offrant des services de crédit dans la région : la BOA (Bank of Africa) et le réseau des OTIV.

#### *La BOA comme principal partenaire*

Si le Projet BV Lac Alaotra devait à l'origine se baser sur le réseau des caisses OTIV pour élargir l'accès au crédit solidaire dans la région, à mon arrivée le principal partenaire en la matière était la BOA. En effet la BOA avait établi un système de crédit solidaire autour de quarante ACCS qu'elle avait constitué. A la suite d'un entretien avec le directeur de la BOA ainsi que plusieurs rencontres avec le responsable de la section microfinance (et donc du crédit solidaire), j'ai pu obtenir différents renseignements sur ce système mis en place par la BOA.

La BOA, suite à différents échecs, n'a repris le système du crédit solidaire qu'en 1997. Elle a également considérablement réduit le nombre d'associations bénéficiaires d'un tel crédit suite à de trop faibles taux de recouvrement. J'ai établi, avant chaque entretiens, un certain nombre de questionnaires permettant de cerner l'état de ce système de crédit solidaire : les conditions d'accès, les garanties offertes, les taux de recouvrements, les montants empruntés, le profil des paysans emprunteurs etc. J'ai pu commencer à mettre en forme une première typologie de ce mécanisme BOA. Le Projet BV Lac souhaitait établir un partenariat avec la BOA pour faire bénéficier de ce type de crédit les ACCS qu'il avait recensé. Une fois établie la grille des conditions d'accès, le Projet pouvait alors affiner ses formations en matière de crédit solidaire et préparer les paysans aux conditions imposées par la BOA.

#### *Un réseau OTIV efficace*

Je me suis renseigné en parallèle sur les services que proposait le réseau OTIV d'Ambatondrazaka. En théorie les caisses OTIV ne pratiquaient plus le système de crédit solidaire, mais aucune vérification n'avait été effectuée. Un premier entretien avec la responsable de la caisse OTIV et Mr BELLONCLE, mon responsable de stage a été riche en informations. En effet les caisses OTIV proposent deux types de crédit solidaire : un de faisance-valoir sur le riz, et un destiné aux groupements féminins, dits groupements défavorisés. De même que pour la BOA, l'enquête s'est centrée sur l'organisation du système, les conditions d'accès et les résultats d'activité<sup>5</sup>. Nous avons réalisé qu'un nouveau partenaire potentiel se présentait pour le Projet, et que la Cellule pouvait désormais jouer avec deux institutions de crédit et non plus une seule. Les formateurs pourraient proposer

---

<sup>5</sup> Cf. Annexe : Questionnaire d'entretien avec les caisses OTIV

deux mécanismes différents aux paysans en recherche de crédit, selon leur situation et leurs objectifs. Par ailleurs, la responsable de la caisse semblait très intéressée par un tel partenariat. Nous avons également appris que, contrairement à ce qu'une première mission avait annoncé, les caisses OTIV de la région du lac Alaotra n'étaient pas en situation de surliquidité mais cherchaient au contraire de nouvelles lignes de crédit pour élargir leurs prêts. Une telle information était importante dans le sens où le Projet comptait utiliser ses fonds destinés à l'appui de caisses de crédit locales à d'autres choses, pensant que celles-ci n'en avaient pas besoin.

D'autres rendez-vous avec les responsables des crédit de faisance-valoir et des groupements féminins nous ont également éclairé sur d'autres approches du crédit solidaire pratiqué par l'OTIV, ainsi qu'une rencontre avec un des responsable d'une des caisses du lac Alaotra.

### *Mécanisme instauré par la BOA*

Par ces entretiens, nous avons donc appris les choses suivantes :

Les paysans qui souhaitent se réunir en ACCS doivent répondre à différentes exigences. Ainsi, les conditions d'accès au crédit sont les suivantes :

- S'être constitué en association formelle (loi 60-133)
- Ne pas avoir souscrit un crédit en parallèle auprès d'une autre institution financière (Cette condition est peu vérifiable dans les faits puisque aucune centrale ne répertorie les crédits de chacun auprès des institutions de crédit de la région)
- Constituer une ACCS de 7 à 15 membres
- Offrir des garanties réelles à l'association
- Etre âgé de moins de 60 ans (la limite d'âge n'est pas prise en considération pour les demandes de crédit individuels, mais est imposée lors des crédits solidaires).

Mais la condition essentielle est la constitution d'un **Fonds de Garantie Mutuelle (FGM)** équivalent à 10% du montant de crédit emprunté. En cas de défaillance lors du remboursement, la part manquante sera prélevée sur ce fonds. Ainsi, chaque membre de l'ACCS fournit ces 10% en fonction du crédit de chacun. Si un membre est défaillant et ne rembourse pas son crédit à échéance (maladie, accident, intempérie, ou simplement mauvaise volonté), les autres membres rembourseront à sa place (principe de la caution solidaire). Le membre défaillant devra néanmoins assurer la reconstitution totale du FGM pour l'année suivante.

De nombreux documents sont également à joindre au dossier de demande de crédit :

- La fiche signée du Préfet attestant que l'ACCS est formelle
- Une fiche récapitulant la situation de l'ACCS (numéro d'immatriculation, nombre et noms des membres, Président et Trésorier)
- Des fiches individuelles détaillant, pour chaque membre, les demandes de crédit de chacun et leur fonction, les garanties offertes à l'association, les crédits antérieurs et l'épargne actuelle
- Deux fiches décrivant, pour chaque membre de l'association les superficies exploitées, le volume du bétail, les revenus issus de la production, les cultures effectuées l'année précédente.
- Les contrats engageant les deux parties (BOA et ACCS)
- L'accord pour caution solidaire signé par les deux parties avec la mention manuscrite recopiée par chacun des membres.

Fournir ces documents est évidemment complexe pour les paysans et représente surtout une procédure longue. L'ACCS a souvent du mal à prévoir le temps nécessaire à fournir de tels documents (et à les remplir) ce qui allonge alors le délai de dépôt du dossier et celui de la réponse de la BOA (qui est en théorie de 30 jours). Si elle accepte ces dossiers, la BOA procèdera alors à des enquêtes sur le terrain pour s'assurer de la véracité des informations fournies dans les dossiers et pour exercer ensuite un contrôle de l'avancée des travaux de campagne. Le taux d'intérêt pur un crédit solidaire BOA est de 2,2% par mois plus la TVA.

### *Procédure OTIV*

Différentes conditions d'accès existent pour obtenir un **crédit solidaire de faissance-valoir sur le riz** auprès des caisses OTIV. Voici les principaux :

- Etre membre de la caisse depuis 3 mois et y avoir constitué une épargne qui doit représenter 25% du montant de crédit demandé (épargne stable). En parallèle, les membres doivent constituer une épargne bloquée individuelle de 5% du montant du crédit. Enfin, les membres peuvent constituer une épargne courante, c'est-à-dire volontaire, rémunérée cette fois par un taux d'intérêt.
- Etre âgé de 18 et 65 ans.
- Avoir un casier judiciaire vierge.
- Ne pas avoir souscrit à un crédit en parallèle auprès d'une autre institution de crédit (les caisses OTIV se basent sur une confiance mutuelle entre elles et les membres pour s'en assurer).
- Se regrouper en association de 5 à 10 membres qui se connaissent bien et se contrôlent les uns les autres (il n'est pas nécessaire de constituer une association formelle).
- Constituer un FGM équivalent à 20% du crédit demandé qui sera pris sur l'épargne des membres. Il n'est pas rémunéré par un taux d'intérêt.
- Elaborer un *dina*, règlement interne au groupement où figurent les garanties réelles de chacun.

Le taux d'intérêt OTIV est de 3% par mois sur une échéance de 8 à 9 mois. Le taux d'intérêt n'est pas calculé sur le capital mais sur le restant dû, par conséquent le taux d'intérêt s'élève à 2 à 3%. Les paysans peuvent emprunter jusqu'à quatre fois le montant de leur épargne.

Les conditions d'accès au **crédit pour les groupements féminins** sont plus souples :

- Etude de moralité et de confiance où l'on se base sur la connaissance des communautés.
  - Constitution de groupements assez larges de 30 personnes, regroupées en groupes de crédit à caution solidaire de 4 à 7 femmes qui se connaissent bien.
  - Détenir un compte d'épargne représentant au moins 5% du crédit demandé
- Le crédit octroyé l'est uniquement à des fins commerciales.

Le taux d'intérêt est de 4% par mois pour des cycles de 4 mois, ce qui représente un taux de 16% par cycle qui entre dans les fonds de l'OTIV. En parallèle, 2% d'intérêts sont ajoutés par cycle pour chaque groupement afin de financer le fonctionnement de la caisse féminine. Au final, le taux d'intérêt est de 18% par cycles de 4 mois.

Le système de crédit est fondé sur la philosophie « *Crédit, Education & Epargne* » (programme *micro-start* du FENU). Les crédits sont accordés pour des échéances de 4 mois et les remboursements se font impérativement chaque semaine. En parallèle, l'OTIV encourage grandement l'épargne individuelle. Chaque semaine les femmes doivent épargner 1% de leur crédit.

### ***Mise en comparaison des deux systèmes***

A la suite de ces rencontres, j'ai pu rédiger une note explicative comparant les fonctionnements des systèmes BOA et OTIV. Une telle comparaison peut-être résumée de la sorte :

	OTIV		BOA
	Crédit solidaire sur le riz	Caisses féminines	
<b>Conditions d'accès au crédit solidaire</b>	Membre depuis 3 mois 18 à 65 ans FGM de 20% Pas d'autre crédit parallèle	Epargne de 5% du crédit Etude de moralité	Association formelle Moins de 60 ans FGM de 10% Pas d'autre crédit parallèle Garanties réelles
<b>Epargne</b>	Compte d'épargne obligatoire	Epargne régulière obligatoire	Epargne après remboursement
<b>Nombre de membres</b>	5 à 15	4 à 7	7 à 15
<b>Enquêtes terrain</b>	Oui	Oui	Oui
<b>Encadrement/Formation</b>	Sérieux	Sévère	Moyen
<b>Échéance</b>	8 à 9 mois	4 mois	10 mois
<b>Taux d'intérêt</b>	3% par mois	4% /mois + 2% /cycle	2,2% / mois + 20% TVA

Source : 2004

## Améliorations et demandes paysannes

### *Améliorer le délai de déblocage des fonds*

La critique majeure et répétée des paysans envers la BOA est celle du retard dans le déblocage des fonds. Le crédit demandé est en effet souvent débloqué trop tard dans la campagne et fausse complètement son utilisation. L'investissement du crédit est alors détourné, pour assurer des dépenses qui ne sont plus directement liées à l'extension de la production (ménage, santé, etc.). L'attitude des paysans a souvent été mise en cause dans ce retard de déblocage des fonds, ceux-ci faisant leur demande trop tard. La BOA insiste en effet sur la nécessité de prévoir un délai d'un mois entre l'envoi du dossier et l'éventuel déblocage du crédit. Cependant, dans les faits, ce délai d'un mois est beaucoup plus long (pour quatre des dossiers déposés le 18 juin 2004, le crédit était toujours attendu au début du mois de septembre). La raison essentielle de ce retard est le manque de décentralisation au sein de la BOA elle-même : les dossiers doivent être envoyés à Tananarive pour la décision finale d'octroi du crédit, bien que la direction d'Ambatondrazaka ait déjà accepté pour sa part de fournir le crédit nécessaire aux ACCS. Enfin, même dans les cas où les groupements avaient fait leur demande de crédit dans les délais, la critique demeure et un retard significatif a été vérifié. Ce manque de coordination est mal perçu par les paysans et renforce leur réticence à engager une nouvelle demande de crédit auprès de la BOA. Cette remarque concernant la lenteur de la procédure BOA a été retrouvée dans tous les groupements rencontrés et crée une baisse de confiance des paysans envers la BOA. Le crédit rural doit impérativement respecter le calendrier cultural pour être efficace et bien utilisé. L'octroi du crédit doit savoir s'adapter à l'impératif des saisons et du climat, qui dictent les périodes de campagne en milieu rural. L'inverse paraît difficile.

### *Sentiment d'être dépossédé*

Les paysans conçoivent également difficilement le fait qu'ils aient à verser 10% de leur demande de prêt (20% pour les OTIV) alors qu'ils se trouvent eux-mêmes dans le besoin. Le fonds de garantie mutuelle, plutôt que d'être perçu comme une épargne d'avance et un fond qui pourra leur être reversé une fois le crédit remboursé, est vu comme de l'argent déjà perdu. Les paysans se sentent ainsi dépossédés du peu qu'ils ont et ne comprennent pas ce système. Leur réticence s'accroît avec le **système d'ouverture de compte** de la BOA, où 500 000 FMG doivent être versés préalablement à l'autorisation d'octroi de crédit. Ce qui constitue des garanties pour la BOA est perçu comme une confiscation par les paysans. De mêmes incompréhensions existent face aux montants des **taux d'intérêts** et de la **TVA**. Beaucoup n'intègrent pas initialement le calcul du taux d'intérêt sur plusieurs mois dans le montant à rembourser et sont malheureusement surpris lorsqu'on leur annonce le prix réel restant dû.

### *Le problème de l'impôt synthétique*

Un autre problème concerne l'**impôt synthétique**. En effet une fois le contrat entre l'ACCS et la BOA signé, celui-ci doit être enregistré au Centre fiscal. Si les membres ont payé leurs impôts, ils ne devront alors s'acquitter que des droits

d'enregistrement de 5000 Fmg et des timbres fiscaux de 1000 Fmg par page. Or, les paysans ne payent pas leurs impôts et savent que cet enregistrement permettra à l'Etat de connaître leurs revenus et l'état de leurs biens matériels afin de déterminer l'impôt. Si les paysans rencontrés ne payent pas leurs impôts, c'est essentiellement parce qu'ils n'ont jamais su combien ils devaient ou n'ont jamais reçu d'avis de perception d'impôt. Cet impôt s'élève à 54 000 Fmg par hectare pour les rizières, 50 400 Fmg pour les champs et 2 500 Fmg par boeuf. Or, face à toutes ces ponctions (FGM, TVA, taux d'intérêt, impôts), les paysans ne voient pas ce qui va leur rester ensuite, alors qu'ils souhaitaient à l'origine faire une demande d'argent pour répondre à un besoin. Les rencontres sur le terrain lors des séances d'information sur le crédit solidaire ont démontré une grande confusion et une grande frustration des paysans vis-à-vis du système de crédit BOA. Dans ce contexte, la BOA, comme le centre fiscal, sont associés tous deux à un prélèvement d'argent. Cette confusion témoigne de l'incompréhension totale des paysans d'un système compliqué qui ne leur a jamais été expliqué.

### *Etude de terrain Emilie Wagner 2004*

#### *Volume des crédits octroyés*

Les crédits octroyés par la BOA dans le cadre du crédit solidaire sont peu élevés d'une manière générale. 85% des crédits par association s'élève à moins de 10 000 000 Fmg (830€). Cela constitue des crédits individuels très peu élevés, que les membres ne pourraient sans doute pas obtenir s'ils faisaient une demande de crédit individuelle. Par ailleurs, les demandes de crédit n'ont pas forcément tendance à augmenter au fil des années. Si certaines tendent à la hausse, la plupart sont stables, ou tendent même à réduire. Cette évolution est positive car elle prouve que les paysans se détachent peu à peu du cercle sans fin du crédit et apprennent à se financer sur leurs fonds propres. Ces tendances prouvent néanmoins que la BOA prête surtout à de petits paysans et pour de faibles montants (liés évidemment à la superficies de leurs parcelles d'exploitation). Le crédit solidaire semble donc essentiellement destiné aux paysans pauvres, même si certains prêts sont beaucoup plus élevés et englobent donc une classe plus aisée de producteurs.

#### *Profil des paysans bénéficiaires du crédit solidaire BOA*

Les paysans membres d'une ACCS ont en moyenne 6 personnes à charge. Le montant de crédit accordé pour l'intensification de la culture bénéficiera donc à l'ensemble de ces personnes. Par ailleurs, les paysans sont en général des hommes âgés de 30 à 50 ans. Plus de la moitié des membres ont également moins de 40 ans. Ceux-ci sont propriétaires de petites parcelles de 1 à 3 ha. Se sont donc de petits exploitants modestes. Il est important de noter que 20% des emprunteurs possèdent des parcelles inférieures à 1ha. Cependant, on remarque en général qu'ils possèdent un bon équipement matériel : la plupart possèdent charrette et charrue et une paire de zébus pour le labour. Les paysans qui possèdent des parcelles très réduites ne sont en général pas aussi bien équipés, mais le système de l'échange de matériel entre paysans fait qu'ils mettent en valeur leur culture en empruntant du matériel à

d'autres. Les montants individuels des crédits reflètent la superficie des parcelles : la plupart se situent entre 500 000 et 1 500 000 Fmg (42 € à 125 €).

### *Profil des ACCS de la BOA*

Les ACCS se situent généralement dans un proche périmètre de la BOA d'Ambatondrazaka, ce qui laisse penser que la banque a su instaurer un service de proximité. Mais elle exclut aussi tous les groupements éloignés des petits villages autour du lac. Les ACCS comprennent en moyenne 8 membres. Le système de la caution solidaire semble donc mieux fonctionner au sein de groupements réduits. Les parcelles par ACCS sont en moyenne de 28ha, ce qui correspond aux superficies individuelles. Il s'agit donc de petites exploitations. Par ailleurs, les ACCS de la BOA sont à forte dominante masculine (contrairement à l'OTIV qui a développé de nombreux groupements féminins). Seule une ACCS sur 40 possède un nombre de femmes supérieur à celui des hommes. La moyenne est de 7 hommes pour 2 femmes par ACCS.

Chaque membre, par le biais de la caution solidaire, offre à l'association des garanties (qui ne jouent qu'entre les membres, car la banque n'est pas en mesure de les accepter). Les garanties les plus souvent offertes sont les parcelles de rizière, les charrues et charrettes, les zébus, et dans une moindre mesure, les maisons. On peut s'interroger néanmoins sur l'applicabilité de ces garanties. En cas d'impayé, les membres de l'ACCS vont-ils vraiment s'approprier la maison du membre défaillant ou mettre en culture sa parcelle de rizière ? Cela semble peu applicable dans la mesure où cela engendrerait une perte considérable pour le paysan défaillant. Par ailleurs, le sens de l'honneur et du respect des proches est très dominant parmi ces groupements.

### *② Quel système est le mieux adapté à la région ?*

#### *Des institutions complémentaires*

A vrai dire, aucun système ne semble réellement mieux que l'autre. Les procédures sont simplement différentes ainsi que l'implantation. Les deux systèmes sont complémentaires dans le sens où chacun pourrait s'inspirer des atouts de l'autre pour parfaire ses mécanismes. Dans tous les cas, aucun n'est parfait et les paysans demeurent prudents dans leur engagement dans un système de crédit solidaire. Si les OTIV semblent plus faciles d'accès, elles ont écarté néanmoins les populations les plus défavorisées, suite à différents échecs, notamment des détournements dans l'utilisation des crédits et des taux de recouvrements trop faibles. Par ailleurs, l'encadrement de l'OTIV est très strict et l'épargne préalable peut constituer un obstacle pour de nombreux paysans.

#### *Etendre davantage l'accès au crédit solidaire*

Dans ce contexte, comment atteindre les populations écartées par ces deux systèmes<sup>7</sup> ? Par des conditions moins strictes tout d'abord. Mais la BOA et les

---

<sup>6</sup> Ces calculs sont déterminés sur la base de 1€=12000Fmg ; mais le cours varie malheureusement sans cesse

<sup>7</sup> On peut ici rappeler un des Objectifs du Millénaire : réduire de 50% de la pauvreté d'ici à 2015.



caisses OTIV sont désormais bien en place dans leur système et ne souhaitent pas forcément en changer. Par ailleurs, l'OTIV fait actuellement face à une croissance des demandes d'accès au crédit solidaire et ne cherche par conséquent pas à l'étendre outre mesure.

L'autre solution est donc de faire en sorte que les paysans qui ne remplissent pas encore les conditions imposées par les deux organismes soient en mesure de le faire le plus rapidement possible. Cela passe inévitablement par un travail sur le terrain et des séances de formation et d'accompagnement vers des projets précis à présenter et une compréhension globale des conditions et procédures à remplir pour être admissible. Les modules de formations prototypes actuels se déroulent sur trois jours. Cette durée paraît jusqu'à présent requise pour approfondir l'ensemble des questions, aborder tous les problèmes et ne peut pas être réduite.

Le système OTIV semble néanmoins toucher une part de la population du Lac Alaotra beaucoup plus étendue que la BOA. Les caisses OTIV ont par ailleurs su faire leurs preuves depuis plusieurs années. L'implantation régulière et nombreuse des caisses dans les communes de la région en fait des points plus accessibles, plus faciles et plus proches de la population. La BOA souffre quant à elle de l'empreinte qu'a laissée la BTM : les paysans ont perdu confiance en cette grande institution et il faut que la BOA trouve les moyens de restaurer cette confiance et d'instaurer de bonnes bases de dialogue entre elle et les paysans.

### **III – CONCLUSIONS ET APPORT POUR LE PROJET BV LAC ALAOTRA**

---

#### *Répondre aux attentes paysannes*

- D'où tout d'abord la nécessité d'une meilleure **formation** aux mécanismes de crédit solidaire, à l'élaboration des dossiers et à l'explication détaillée des conditions d'accès. Des formations comme celles appliquées par BEST sont très complètes et s'avèrent essentielles dans la compréhension par les paysans du système de crédit solidaire et du système bancaire plus généralement. Elles doivent être appliquées pour chaque groupement effectuant une demande de crédit.

- Dans le même sens, il est également nécessaire de **simplifier ces mécanismes** : les documents s'avèrent compliqués à remplir pour les paysans et les procédures sont complexes. La BOA pourrait sans doute simplifier ses dossiers de demande de crédit, ce qui allègerait par ailleurs les formations. Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'utilité des renseignements concernant les superficies et les revenus de la campagne précédente, puisque aucun paysan ne semble avoir été exclu sur la base de ces données. Ces informations semblent surtout complexes à fournir pour les paysans et demeurent difficilement vérifiables.

- De plus, il est nécessaire d'améliorer les **délais** d'octrois de crédit et de veiller à leur stricte application. Le crédit octroyé trop tard est une charge plus qu'un cadeau pour les paysans. Qui plus est, ce retard tend à discréditer la banque aux yeux des paysans.

- Pour la question de l'impôt, relative à l'enregistrement du contrat au Centre fiscal, les paysans proposent une **réduction d'impôt** la première année, une sorte « d'allègement promotionnel » ou « d'offre de bienvenue » pour une première



souscription au crédit solidaire. Si cette requête est surtout liée à la crainte de payer trop, elle pourrait néanmoins entrer en pratique afin d'encourager davantage de paysans à se lancer dans une demande de crédit.

### *Améliorer les mécanismes de crédit solidaires actuels*

- Il serait sans doute bénéfique de **diversifier les formes de crédits** offerts aux paysans. L'ouverture de la BOA à la culture de contre-saison et aux intrants est un aspect tout à fait positif. L'OTIV pourrait aussi s'ouvrir à la culture de contre-saison. Les crédits existants pour les crédits individuels pourraient être ouverts également aux groupements à caution solidaire puisque le système a fait ses preuves et a confirmé son bon fonctionnement.

- L'élément majeur qui doit, à mon sens, être mis en avant, est **l'encouragement à l'épargne**. Si certains privilégient le système où l'emprunt devance l'épargne, celui de l'épargne préalable mis en place par les caisses OTIV semble cependant plus sécurisant pour des paysans qui souffrent d'aléas sur les productions et de revenus aléatoires. La BOA pourrait à son tour encourager à l'épargne les membres de ses ACCS, ou bien rémunérer davantage le FGM. Les paysans eux-mêmes semblent voir ce système encouragé : à la question « *De quelle manière utiliseriez-vous les FGM si on vous le rendait une fois le crédit remboursé ?* », les paysans ont répondu qu'ils préféreraient le garder sur le compte à la banque afin qu'il soit capitalisé puis réutilisé l'année suivante pour une nouvelle demande de crédit. A terme, ce fond constituera une réelle épargne pour les membres d'ACCS. D'autres ont également signalé qu'un tel fonds pourrait être capitalisé pour servir de « prêt social » en cas de coup dur : maladie, hospitalisation, accidents. De telles demandes de « fonds sociaux » reviennent régulièrement car l'instauration d'un tel système éviterait aux paysans de recourir à l'usurier.

- Enfin, il paraît important d'instaurer un **système d'assurance** contre les intempéries dont sont régulièrement victimes les paysans. Des négociations sont déjà engagées auprès d'une compagnie d'assurance et d'autres discussions sont prévues afin de préciser les dispositions qui pourraient être prises.

### *② Rôle du Projet dans ce contexte*

Les propositions suivantes se basent sur les résultats de l'étude et sur différentes conclusions auxquelles elle m'a permis d'aboutir. Les points abordés dans cette partie sont des approches que le Projet BV Lac Alaotra pourrait développer afin de participer à l'amélioration et l'élargissement des mécanismes de crédit solidaire dans la région. L'accent est mis sur trois propositions :

### *Se recentrer sur l'objectif de départ d'appui aux caisses OTIV*

L'étude avait pour but de différencier et de décrire les particularismes des deux systèmes de crédit solidaires de la région du Lac Alaotra : celui de la BOA et celui de l'OTIV. Les entretiens ont permis de collecter les informations nécessaires

à une bonne compréhension globale de ces deux systèmes. Or, l'objectif premier du Projet en matière de crédit était le suivant :

« *Accompagner les actions du Projet visant à intensifier les productions des paysans du Lac Alaotra en répondant à leur demande de crédit* » et

« *Le Projet propose de s'appuyer sur le micro-crédit OTIV* »<sup>8</sup>.

Il serait sans doute bénéfique de se recentrer sur ces deux thèmes définis au sein de l'étude de faisabilité en septembre 2000. Jusqu'à présent, rien n'a concrètement avancé d'un point de vue opérationnel dans le développement d'ACCS ou d'un meilleur accès au crédit. Par ailleurs, le partenariat s'est davantage tourné vers la BOA et non vers l'OTIV. Il me semble essentiel d'avoir désormais le **choix** entre différents partenaires, afin d'en tirer les meilleurs avantages pour les paysans en besoin de crédit. C'est pourquoi il serait intéressant que le Projet relance le dialogue avec les caisses OTIV du Lac. Des entretiens ont déjà pu avoir lieu mais sans la présence du Chef de Projet. La responsable de l'Union OTIV d'Ambatondrazaka, Madame Adèle RABOTOVAO, semble favorable et volontaire à l'établissement d'un tel partenariat. Par ailleurs, le système OTIV fonctionne bien mais manque de fonds pour élargir ses lignes de crédit. Le Projet pourrait éventuellement, après une période de test, contribuer à élargir ces fonds grâce au financement initial prévu à cet effet.

### *Offrir aux groupements du Projet le choix entre différents partenaires*

BEST a recensé pour le Projet 59 groupements susceptibles, à terme, d'accéder au crédit : 40 GSD et 19 groupements féminins. S'ajoutent en plus les 28 ZGC qui peuvent se réunir en association. Dans ce contexte, le Projet peut leur proposer deux partenaires différents et non plus seulement le système BOA. Grâce aux rencontres avec ces associations, le Projet peut définir quels sont les besoins de ces groupements, leurs objectifs et leur connaissance des mécanismes de crédit solidaire. Selon leur état d'organisation ou leurs objectifs, le Projet pourra alors leur proposer plutôt le système BOA ou OTIV. Il est également possible, et même préférable, de leur décrire les deux mécanismes grâce aux renseignements fournis dans cette étude, les nuances qui existent entre les deux, et alors offrir aux paysans le choix en toute connaissance de cause. Ils se sentiront par ailleurs plus confiants en opérant eux-mêmes ce libre choix et pourront éventuellement s'investir davantage en comprenant tous les termes.

### *Approfondir les formations*

Les séances d'information auxquelles j'ai pu assister sont très complètes et nécessitent beaucoup de temps car les paysans souhaitent comprendre l'ensemble des mécanismes associés au crédit solidaire. Certains détails nécessitent plus d'explications ou sont plus difficiles d'accès. Il est donc nécessaire de maintenir ces séances de formation, essentielles pour que les paysans saisissent l'ensemble des engagements et mécanismes auxquels ils seront confrontés. Il est également nécessaire d'élargir ces formations aux informations concernant les OTIV. Jusqu'à

---

<sup>8</sup> *Etude de faisabilité d'un projet de mise en valeur et de protection des bassins versants au Lac Alaotra, Volume 3, Rapports définitifs, AFD, Ministère de l'Agriculture, République de Madagascar, septembre 2000, p.94*

présent les explications se concentrent surtout sur la BOA, qui représentait l'unique partenaire dans le secteur. Puisqu'il a été possible de définir qu'un autre système fiable et efficace était également à disposition, celui-ci doit être décrit et présenté aux OP en parallèle du système BOA.

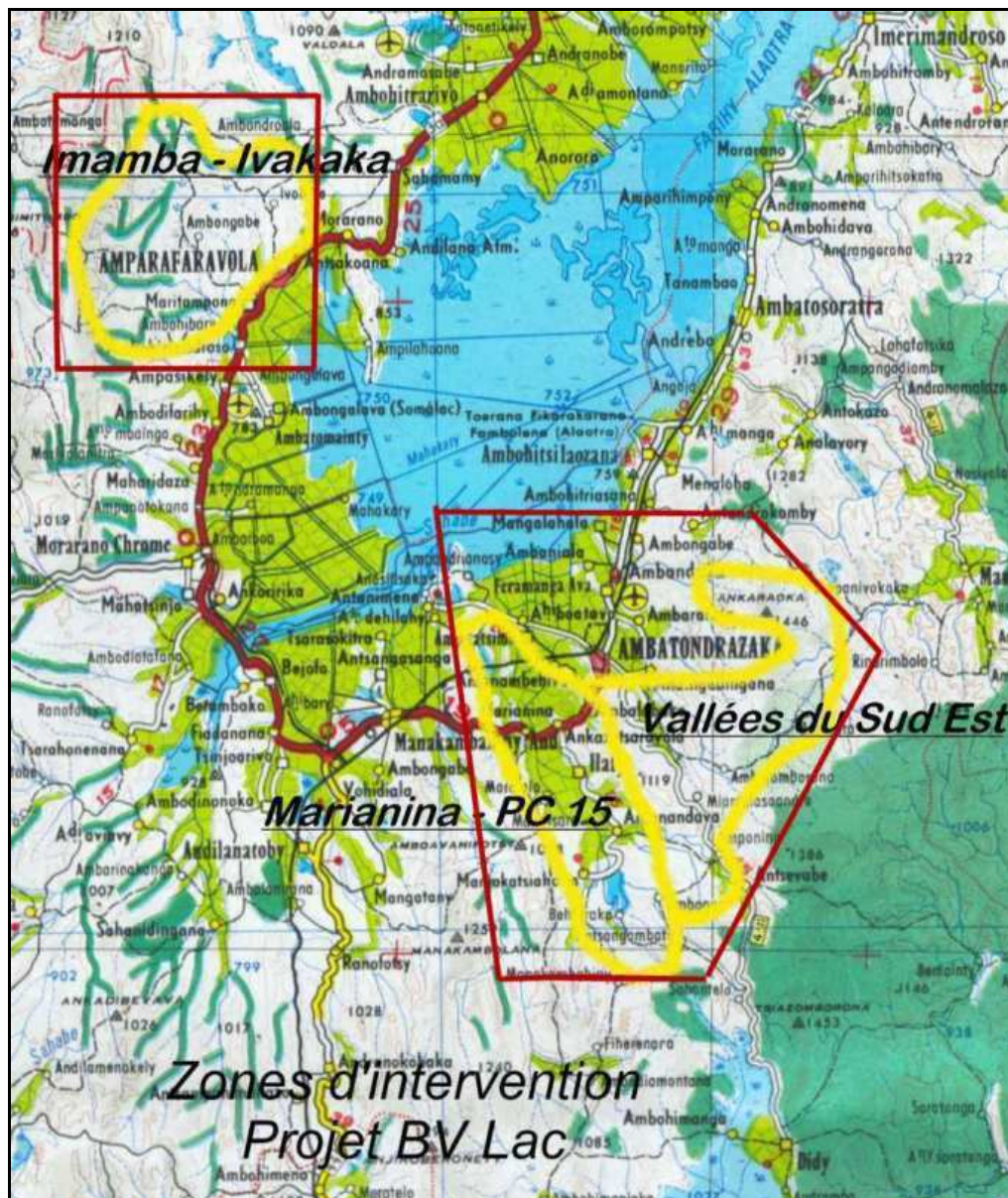
Enfin, les formations devraient maintenant être étendues à l'ensemble des groupements recensés par le Projet. Des réunions décrivant ces deux mécanismes, puis de réelles formations selon l'intérêt des groupements à souscrire un crédit devraient être mises en place. Les formations concernant les mécanismes de caution solidaire et d'explication des documents à remplir doivent être maintenues, et sachant que le réseau OTIV possède ses propres formateurs et encadre lui-même ses groupements, toute la charge de la formation n'incombera pas au Projet.

Dans ce sens, une cartographie a été effectuée décrivant quels groupements OTIV existent déjà dans les communes du Projet. Trois caisses OTIV sont situées dans cette zone : les caisses *Keta* et *Fitaratra* à Ambatondrazaka et la caisse *Famonjena* à Amparafaravola. En répertoriant les groupements qui sont déjà membres de l'OTIV, il sera possible d'éviter des recoupements avec des formations déjà faites, ou proposer à des groupements déjà membres de l'OTIV les services de la BOA.

### ***Conclusion :***

L'ensemble des activités que j'ai pu avoir durant ces trois mois de stages ont pu converger vers un même résultat : un rapport d'étude sur l'état des lieux du système de crédit solidaire dans la région. J'ai pu mettre à profit l'ensemble des rencontres que j'ai faite (paysans, responsables d'institutions de crédit, formateurs, consultants) pour aboutir à un résultat final qui résume la situation globale. Ces différents acteurs n'étaient pas forcément en relation, et l'étude a permis d'analyser les liens qui pouvaient s'établir entre chacun. Cette étude a demandé du temps, notamment dans l'analyse des données et dans leur interprétation, mais elle a été riche en apport. D'abord professionnel pour le Projet comme pour moi, puis humain au travers des rencontres que j'ai pu faire. Je souhaite que les propositions émises dans le rapport portent leurs fruits et que cette étude pourra accélérer la mise en place d'associations de crédit à caution solidaire.

## ANNEXE I: ZONES CONCERNEES PAR LE PROJET



## **ANNEXE II : DONNEES STATISTIQUES DES CREDITS OTIV**

*Sources fournies par l'OTIV d'Ambatondrazaka*

### **Groupements riziols**

CAISSES		CAMPAGNE 2001/2002			CAMPAGNE 2002/2003			CAMPAGNE 2003/2004		
		nombre	effectif	montant prêt	nombre	effectif	montant prêt	nombre	effectif	montant prêt
		groupe	groupe	(milliers fmg)	groupe	groupe	(milliers fmg)	groupe	groupe	(milliers fmg)
KETA	AMBATONDRAZAKA	16	89	70 500	15	96	121 000	15	107	105 300
FITARATRA	AMBATONDRAZAKA	3	14	7 600	4	12	12 400	8	28	88 600
RAVINALA	TANAMBE	17	95	136 100	22	116	219 500	30	106	266 100
OTIVA	AMBOHIJANAHARY	8	42	53 900	10	62	117 400	26	96	255 400
FIAREMANA	IMERIMANDROSO	8	36	19 300	7	34	28 800	20	84	72 300
MANANTENASOA	BEJOFO	10	53	47 000	13	72	130 000	35	136	365 200
AVOTR'AINA	MORARANO CHROME	18	82	119 400	25	115	251 800	39	155	378 300
FAMONJENA	AMPARAFARAVOLA	15	85	121 800	20	109	248 500	31	158	302 300
TONTA	AMBOHITRARIVO	6	36	59 800	13	102	334 100	21	99	324 800
FANANTENANA	AMBATOSORATRA	6	26	24 900	4	19	19 800	8	35	31 700
	<b>TOTAL</b>	<b>107</b>	<b>558</b>	<b>660 300</b>	<b>133</b>	<b>737</b>	<b>1 483 300</b>	<b>233</b>	<b>1004</b>	<b>2 190 000</b>

### **Groupes défavorisés**

	31/12/2001	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004
Nb Caisse féminine	38	42	36	36
Groupe de solidarité	144	152	118	114
Membres	694	699	593	541
Epargne	27 719 640	34 720 680	49 724 345	59 276 100
Octroi durant l'année	254 582 500	219 635 000	327 905 000	237 220 000
Emprunteuses	2 268	1 996	2 136	631
Crédit moyen	112 250	110 038	153 514	375 943
Crédits en cours	75 685 755	86 928 045	120 693 545	146 374 545

### **Autres informations pour le réseau**

	31/12/2001	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004
Membres, dont:	10 192	11 165	12 204	12 809
hommes	5 744	5 931	5 854	6 344
femmes	3 984	4 091	4 603	4 530
personnes morales	464	1 143	1 747	1 935
Epargne (milliers)	5 111 000	6 091 000	8 207 000	8 921 000
Crédits en cours (milliers fmg)	3 001 000	2 850 000	7 348 000	9 063 000

## BIBLIOGRAPHIE

### HISTOIRE ET PRECEDENTS DU MICRO-CREDIT DANS LE MONDE

- GENTIL (Dominique), FOURNIER (Yves), *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ? Epargne et crédit en Afrique*, Ateliers du développement, Syros, 1993
- YUNUS (Muhammad), *Vers un monde sans pauvreté*, éd. Jean-Claude Lattès, 1997.
- BELLONCLE (Guy), *Structures villageoises et stratégies de développement. Projets coopératifs et projets éducatifs en Afrique Noire*, Archives de Sciences Sociales de la Coopération, Centre de Recherches Coopératives, EPHE, Paris, 1981
- BOISREDON (Christian de), ROSANBO (Loïc de), FOUGEROUX (Nicolas de), *L'espérance autour du monde*, Ed Pocket, 2003
- ADECHOUBOU (Makarimi), *Stratégie nationale de microfinance 2004-2009*, Draft n°1, République de Madagascar, Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, mars 2004.

### METHODES D'EVALUATION DE L'IMPACT DE LA MICROFINANCE

- WAMPLFER (Betty), RALISON (Eliane), RAMIARAMANANA (Jeannot), ROESCH (Marc), *Etude de l'impact du réseau des caisses d'épargne et de crédit agricole (CECAM) de Madagascar*, rapport d'étude, volumes I et II, , Archives BV Lac Tananarive, février 2004
- WAMPFLER (Betty), *Méthodes et outils pour les études de l'impact de la micro finance*, Module de formation, Programme Agricultures Familiales ; Développement des systèmes financiers ruraux, CIRAD-TERA, Avril 2002.
- LAPENU (Cécile), BIM 15 : une méthode d'évaluation du niveau de pauvreté des clients de la microfinance, Archives BV Lac Alaotra Ambatondrazaka, 30 janvier 2001.
- *The MicroBanking Bulletin, the premier source of Industry Benchmarks*, MIX, Microfinance Information eXchange, Issue n°9, July 2003

### SITUATION DU CREDIT SOLIDAIRE DANS LA REGION DU LAC ALAOTRA

- BELLONCLE (Guy), *Rapports SOMALAC 1 à 7, 1985 - 1990*, archives BVLac Alaotra
- BELLONCLE (Guy), *Sept priorités pour développer Madagascar*, Foi & Justice, série Questions Actuelles, 2003

- *Etude de faisabilité d'un projet de mise en valeur et de protection des bassins versants au Lac Alaotra, Vol 1, 2 & 3*, Rapports définitifs, AFD, Ministère de l'Agriculture, République de Madagascar, septembre 2000
- *Organisations paysannes professionnelles et politiques de l'irrigation*, Juin 2000, Rapport définitif, BEST – Bureau d'Expertise Sociale et de diffusion Technique, Ministère de l'Agriculture, République de Madagascar
- *Bilan BEST* – Bureau d'Expertise Sociale et de diffusion Technique, Juin 2004, archives BVLac Alaotra
- Documentation diverse sur le crédit issue des archives de BVLac Alaotra – CIRAD, Ambatondrazaka.

#### TEXTES JURIDIQUES

- *Recueils de textes législatifs concernant Associations, Coopératives et IFM*, archives BVLac Alaotra - CIRAD